

22 FÉVRIER : LA CGT A ORGANISÉ DES ASSISES DE L'INDUSTRIE

Plus de mille militant.es étaient réunis à Paris pour débattre des enjeux industriels.

Une vingtaine de militant.es de la FERC ont participé à ces assises et certains sont intervenus dans les débats. Si aucune des organisations syndicales de notre fédération ne syndique des salarié.es d'entreprises privées industrielles, il a semblé évident tout au long des débats et dans de très nombreuses interventions que l'ensemble de notre économie et des services publics étaient liés à la santé de notre industrie. Les interventions des militant.es de la FERC ont fait la preuve du lien évident et nécessaire entre la recherche, la formation professionnelle, les services publics et le développement de l'industrie et des emplois qualifiés.

EXTRAITS DES INTERVENTIONS DES CAMARADES DE LA FERC

Intervention sur la recherche publique (SNTRS)

Pour reconstruire une industrie répondant au besoin de développement du pays, il faut une recherche fondamentale forte et libre ! Le redressement industriel nécessite le développement de la recherche publique. Mais il s'opérera avant tout par un développement très important de la R&D réalisée par le secteur industriel. Cela nécessite un investissement conséquent dans la formation et le niveau de qualification des salariés. Il faut accroître les financements pérennes des organismes et établissements de recherche. À cette fin la part du PIB consacrée à la recherche doit atteindre les 3%. L'argent public ne doit pas être détourné au profit du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) qui tangente les 6 milliards d'euros et n'a aucun effet tangible sur la R&D des entreprises. Les aides publiques aux entreprises sont utilisées en lieu et place de l'investissement privé et nous constatons que les budgets investis dans la recherche, dans le secteur industriel, sont plus souvent guidés par le profit à court terme que par l'innovation débouchant sur l'instauration de filières industrielles. Tandis que le sous financement de la recherche publique contraint les scientifiques à passer une grande partie de leur temps à chercher des financements pour travailler sur des thèmes finalisés.

Intervention sur la formation professionnelle (collectif fédéral formation professionnelle)

Il n'y a pas de possibilité de relance de l'industrie en France sans une formation professionnelle initiale et continue de qualité.

Aujourd'hui, la qualité des formations proposées subit les attaques concomitantes des gouvernements successifs et du patronat.

Les personnels, de leur côté, voient leurs conditions de travail se dégrader, et s'interrogent sur le sens de leurs missions. L'objectif clairement affiché, c'est arriver à diminuer ce que le patronat et les gouvernements appellent le « coût du travail ». Il s'agit donc pour eux de casser les qualifications et bientôt l'ensemble des diplômes. C'est une vision de la formation professionnelle dont le seul objectif serait l'employabilité immédiate. Pour parvenir le patronat et les gouvernements privatisent la formation professionnelle. Dans l'initial, cela passe par une survalorisation de l'apprentissage qui détruit petit-à-petit le Service public d'Education. La privatisation et le découpage en petits morceaux de l'AFPA montrent également leur vision des choses : la concurrence entre les structures.



Intervention sur les effets des ComUE et les qualifications (FERC Sup)

Les principales conséquences des regroupements régionaux d'universités sont :

- la casse de la cohérence nationale de la recherche,
- la casse du maillage territorial et des universités : l'objectif des gouvernements est de réduire 120 établissements à une trentaine ; la conséquence est l'éloignement des lieux d'études pour les étudiants. Il faut également rappeler l'importance des CROUS et leur utilité sociale : ils sont indispensables et les personnels sont en train de se bagarrer pour être fonctionnarisés,
- la marchandisation de certaines universités ou formations rentables qui vont devenir chères et sélectives, et la dégradation pour les autres,
- une dégradation insupportable des conditions de travail des personnels et une attaque contre les statuts de fonctionnaire d'État,
- enfin et surtout la casse des diplômes nationaux, sur lesquels se basent les niveaux de qualification et les conventions collectives nationales. La régionalisation de l'ESR et la casse des diplômes nationaux seraient une attaque terrible contre le monde du travail et les droits collectifs des salariés.